

patriotes de Terre-Neuve. Si l'on tolère ces fermetures, ces gens perdront leur gagne-pain. Je suis stupéfait et scandalisé de l'indifférence et du manque total d'intérêt témoignés par le premier ministre à l'égard de cette situation. Il n'a pas paru s'en soucier le moins du monde.

Cette situation touche près de 25 p. 100 de la population de Terre-Neuve. Celle-ci fait face à un désastre économique. Je m'abstendrai de critiquer le ministre des Pêcheries, mais il est plus souvent à son bureau qu'à la Chambre, où il pourrait répondre aux questions des députés. Il n'était pas là pour discuter de ces problèmes parce que son nom ne se trouvait pas sur le tableau de présence hier. C'est scandaleux et cela dépasse l'entendement.

Comme je l'ai dit, le problème touche 25 p. 100 de la population d'une province canadienne. Le problème est urgent; pourtant le ministre ne peut ou ne veut être présent à la Chambre pour répondre à ces questions d'une extrême importance. C'est une situation terrible. A titre de citoyen canadien depuis dix-neuf ans, j'ai dit à la Chambre que j'étais fier de ma nationalité. Je dois avouer que j'ai un peu changé d'avis hier. Je me demande à quel point le gouvernement s'intéresse au bien-être des gens de Terre-Neuve. C'est le résultat immédiat du geste que le premier ministre a fait hier. J'irai plus loin et je rappellerai la réponse qu'on a donnée à ma question. J'ai demandé si le premier ministre songerait à réserver une journée pour étudier ce problème qui touche 25 p. 100 de la population de ma province. Il a répondu: «idem». Je me permets de lui dire «idem» à lui aussi, au nom des 125,000 Terre-Neuviens que touche la crise.

Le mot «idem» ne voudra pas dire grand-chose pour les pêcheurs de Terre-Neuve à Noël, car il n'y aura pas de Père Noël pour eux. Ce mot ne leur donnera pas de quoi manger en janvier ou en février. J'espère que le gouvernement prendra des mesures pour empêcher la fermeture de ces usines de poisson à Terre-Neuve, ce qui mettrait le quart de la population en chômage. Au nom de mes commettants qui seront atteints par cette crise, et au nom des autres habitants de Terre-Neuve, j'aimerais à mon tour dire «idem» au premier ministre.

M. Bigg: Il s'en moque bien.

M. Carter: Cela se comprend.

Une voix: C'est injuste.

[L'hon. M. Jamieson.]

M. Bigg: Il l'a dit hier.

M. Carter: Le gouvernement actuel doit comprendre que l'industrie du poisson est incapable de guérir ses propres maux. D'autres députés ont déjà signalé que les pêcheurs canadiens doivent soutenir la concurrence d'industries étrangères qui sont subventionnées par leurs gouvernements. L'industrie de la pêche à Terre-Neuve se trouve aux prises avec des problèmes sérieux et elle a besoin d'une aide financière immédiate. J'espère que le gouvernement adoptera une politique visant à rendre l'industrie canadienne de la pêche rentable. J'aimerais rappeler aux députés ce que le ministre des Pêcheries a dit dans un discours qu'il a prononcé lors de la foire du poisson tenue à Boston en octobre. Il a dit que nous devons adopter une politique visant à rendre notre industrie de la pêche «rentable». Si tels en sont les résultats, nous pouvons tout aussi bien abandonner la partie.

Si le gouvernement persiste dans cette attitude, le ministre et ses collègues seront accusés devant l'histoire d'avoir laissé se détériorer les ressources humaines de ma province et des autres provinces atlantiques. Dans ma province, plus d'un quart de la population vit actuellement de la pêche. Ce gouvernement à l'instar des gouvernements libéraux qui se sont succédé a permis à cette industrie, autrefois prospère, de mourir à petit feu, sans la remplacer par quoi que ce soit, sauf par quelques charités. Le gouvernement est coupable de forcer un peuple, naguère fier et industriel, à accepter de vivre de l'assistance sociale, ce qui tue l'âme.

• (4.30 p.m.)

Puisque j'en suis au problème de l'assistance sociale, je tiens à rectifier le compte rendu en ce qui concerne ma province. On croit généralement dans le reste du Canada que Terre-Neuve est un parent pauvre qui vit des aumônes d'Ottawa. Une telle déformation de la vérité ne peut être que le résultat de l'ignorance générale et des préjugés concernant Terre-Neuve. La simple vérité, c'est qu'elle est la deuxième des provinces les moins favorisées eu égard aux prestations de bien-être social versées par Ottawa. Mais ce n'est pas parce que nous sommes une petite province. Je parle du taux par habitant, c'est-à-dire des versements accordés aux provinces d'après le chiffre de la population. La Chambre et le gouvernement doivent comprendre, une fois pour toutes, que les Terre-Neuviens ne veulent pas d'assistance sociale; ils veulent des emplois. Ils ne veulent pas de charité; ils veulent pouvoir travailler. Nos pêcheurs ne veulent pas d'assistance sociale;